



## **Les organisations syndicales françaises n'iront pas à la réunion de l'OIT en Turquie**

**La 10ème Réunion régionale européenne de l'Organisation internationale du Travail sera accueillie par le gouvernement turc du lundi 2 au jeudi 5 octobre 2017, à Istanbul.**

En Turquie aujourd'hui, l'état d'urgence est toujours en vigueur. Au moins 125.000 fonctionnaires, parmi lesquels une majorité d'enseignants, mais aussi des juges, des universitaires et des chercheurs, ont été renvoyés par décret sans droit de recours en justice. La liberté d'association y est en péril avec des arrestations et emprisonnements de syndicalistes participant à des manifestations ou s'exprimant sur les réseaux sociaux contre les mesures antidémocratiques liées au référendum de réforme constitutionnelle voulue par Erdogan.

En une année, la Turquie a emprisonné plus de journalistes que tout autre pays du monde. On estime que 148 journalistes et travailleurs des médias sont actuellement en prison.

La Confédération européenne des syndicats (CES), la Confédération syndicale internationale (CSI) et leurs affiliés turcs ont formulé, en mai 2017, plusieurs demandes aux autorités turques, notamment : mettre fin aux licenciements collectifs ; libérer les travailleurs, journalistes et élus emprisonnés ; un retour à la règle du droit avec la présomption d'innocence ; restaurer la liberté d'expression, de la presse et la réouverture des médias fermés. Sans quoi, les deux organisations appelaient leurs affiliés à ne pas participer à cette conférence.

**Force est de constater qu'aucune de ces demandes n'a été entendue.** Pire, les dérives des autorités turques n'ont pas cessé et les répressions à l'égard des militants syndicaux et pour les droits de l'homme continuent : des dirigeants d'Amnesty International et d'autres ONG ont été arrêtés et mis à l'isolement, des dirigeants et militants syndicaux subissent des licenciements abusifs, des descentes à leurs domiciles, des arrestations arbitraires et même des attaques armées.

À la lumière de cette situation, la CSI et la CES estiment que les conditions ne sont pas réunies pour organiser la Réunion régionale européenne de l'OIT en Turquie.

**Les organisations syndicales françaises CGT, Cfdt, FO, CFE-CGC, CFTC et UNSA répondent à l'appel de la CES et la CSI et ne participeront pas à la 10ème Réunion régionale européenne de l'Organisation internationale du Travail.**